



Pourquoi voter pour un fractionnement imposé ?

Vos élus ont choisi leur camp

Le vote des DP sur le principe d'un fractionnement obligatoire des congés payés s'est déroulé le lundi 25 janvier. Ce principe a été validé comme suit :

Il y avait 61 votants, la CGT disposait de 21 voix.

☹ **CONTRE** le principe d'un fractionnement obligatoire et contraint : 25 voix.

☺ **POUR** le principe d'un fractionnement obligatoire et contraint : 36 voix.

Une majorité des élus qui vous représentent (CFE-CGC, FO, CFTC et CFDT) ont voté en faveur d'un fractionnement obligatoire et contraint.

Quatre élus DP n'appartenant pas à la CGT se sont eux également positionnés contre ce principe, considérant, à juste titre, que d'autres solutions étaient possibles.

Les conséquences du vote

Ce sera donc obligatoirement 3 semaines de congés payés à la suite en été pour les salariés de fabrication. Cela va poser un gros problème pour tous ceux qui souhaitent encore pouvoir prendre 4 semaines de congés consécutives pour partir dans son pays d'origine et profiter des proches restés là-bas, ou tout simplement pour être avec les enfants pendant une plus grosse partie des vacances scolaires d'été.

En obtenant ce vote favorable sur le fractionnement, la direction s'autorise le droit de nous imposer coûte que coûte, la prise d'un jour de congé le 02 janvier 2017. Pour la CGT, l'intégralité des congés appartiennent aux salariés, ils doivent pouvoir en disposer comme bon leurs semble !

Vous vous êtes exprimés

Rappelons-le, la direction envisageait d'imposer un repos de seulement 15 jours en été pour les salariés de production du système 2. Elle prétend qu'elle y a renoncé pour des raisons industrielles, nous croyons au contraire, que ce sont vos réactions, sous toutes ces formes, qui ont convaincus la direction de revoir sa copie. **Bravo à tous !**

Toujours le même problème

PSA renoue avec les profits et va sans doute bientôt annoncer un bénéfice net en 2015 supérieur au Milliard d'euros. **Dans ce contexte, la CGT comprend mal les raisons qui ont poussées les autres syndicats à se prononcer en faveur de plus de flexibilité pour les salariés.**

Nous pensons au contraire, que la direction doit embaucher si elle veut augmenter les volumes de production, elle en a largement les moyens.

Encore une fois, faire appel à des volontaires, comme en 2013, pour produire une semaine de plus en été, et permettre à ceux qui le souhaitent de prendre 4 semaines, c'était pas la mer à boire !



Mutuelle : enfin 50/50 !

La CGT le réclamait depuis la négociation de l'accord PSA sur la mutuelle obligatoire en 2012. Il a malheureusement fallu attendre une loi qui découle de l'ANI de janvier 2013 « pour un nouveau modèle économique et social au service de la compétitivité des entreprises ».

Cet accord ne contenant rien d'autre que des mesures permettant la baisse du « coût » du travail au service des profits des grandes entreprises. La contrepartie étant effectivement une contribution de 50% dans les mutuelles obligatoires.

Maigre compensation au regard des reculs sociaux consentis par les signataires de l'ANI, sans aucun résultat sur l'emploi en France.

Publics, privés : même combat !

Salaires

Voici plusieurs années que les salariés du secteur public subissent de plein fouet les politiques d'austérité mises en place par les gouvernements successifs. Tout comme nous, les agents du service public n'ont pas vu leur salaire augmenter depuis de nombreuses années (gel du point d'indice depuis 2010).

Du coup, avec l'augmentation réelle du coût de la vie, c'est une baisse tout aussi réelle du pouvoir d'achat.

Emplois

Sur le terrain de la qualité des services publics, chacun d'entre nous peut se rendre compte à quel point il est de plus en plus difficile pour nos enfants, de recevoir un bon enseignement, tellement les classes sont surchargées et les enseignants démotivés devant tant de difficultés.

Que dire de l'offre de soins dans le Pays de Montbéliard qui est en train de se réduire à peu de chagrin : fermeture récente et brutale de la clinique des Portes du Jura et fermeture programmée du CHU de Montbéliard avec un nouvel hôpital dont on nous annonce déjà que le parking sera payant !

Mobilisation nécessaire

Nous étions des centaines de milliers dans la rue, le mardi 26 janvier, à l'appel de la CGT, FO et FSU, pour un service public de qualité répondant aux besoins de la population.

Cette mobilisation n'est qu'une première étape, en 2016, l'ensemble des salariés du pays, du public, comme du privé, doivent se mobiliser pour dire NON aux politiques d'austérité qui font augmenter le chômage et plongent des millions de salariés dans la précarité et la pauvreté.

Bravo à tous ceux qui ont participé à la manifestation du mardi 26 janvier.

LE MOT MYSTÈRE



On est tous des Goodyear !

Défendre son emploi

Dans un contexte de chômage de masse, soigneusement entretenu par le patronat pour imposer à ceux qui ont « la chance » de travailler, des conditions de travail de plus en plus dures, des salariés, partout en France, décident de tout faire pour sauvegarder leur emploi.

C'est en tentant d'obtenir le maintien des emplois, que les syndicalistes de Goodyear ont retenu ces deux cadres. En agissant ainsi, ils ne pensaient pas qu'à eux seuls, mais aussi à tous ceux qui allaient se retrouver subitement au chômage.

Laisser des syndicalistes se faire emprisonner comme des délinquants, c'est laisser le gouvernement porter atteinte aux libertés d'actions syndicales et à la liberté d'expression des salariés.

Les voyous en col blanc

Décider d'un claquement de doigts de supprimer des centaines d'emplois en jetant dans la misère et la pauvreté des familles entières, est bien plus violent que de retenir des cadres quelques heures ou leur déchirer leurs chemises. On a jamais vu un voyou en col blanc être condamné à la moindre peine de prison ferme. **De quel côté se trouve la violence ?**

Le 04 février : on agit !

Attention, les procédures visant à dissuader les salariés de se défendre collectivement ne se multiplient pas par hasard ! On sait que des centaines d'emplois vont encore disparaître et patronat et gouvernement ne craignent qu'une chose :

Notre capacité à réagir tous ensemble pour défendre nos intérêts !